

**DEBOUT
LA FRANCE!**

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

**UNE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE FRANÇAISE,
SOVERAINE ET ÉTHIQUE**



L'intelligence artificielle bouleverse le monde mais, quelques années après sa popularisation, le grand retournement civilisationnel annoncé par les cabinets de conseil n'a pas eu lieu, du moins dans le monde du travail. Pendant que nos chercheurs et entrepreneurs français brillent à l'international, les services des plateformes américaines et les normes étrangères, la neutralité ou même les favoritismes de la Commission européenne, nous forcent à subir au lieu de tirer profit de la commercialisation de nos créations et de nos offres. Nous sommes englués comme clients des GAMAM. Nos pépites convoitées et nos talents échappent à notre nation, tout comme nos données d'ailleurs.

Debout la France refuse cette fatalité. Nous voulons bâtir une IA française, souveraine et éthique, qui serve nos enjeux stratégiques, économiques et culturels. Une IA au service des Français : pour sécuriser, soigner, éduquer, produire, promouvoir notre langue, nos territoires, valoriser nos données et nos entreprises. La maîtrise de l'IA sera un des grands défis du XXI^e siècle. Et nous, Français, devons choisir: subir ou en reprendre le contrôle pour notre liberté et nos intérêts.

LE CONSTAT



On entend souvent dire que seule l'Europe peut garantir une vraie souveraineté dans le domaine de l'intelligence artificielle. Cette idée est répétée par nos dirigeants et les élites médiatiques favorables à un pouvoir fédéral européen et à la mondialisation. Mais en réalité, la Commission européenne vend et échange nos données tout en confiant nos besoins numériques aux grandes entreprises américaines. Résultat : nous devenons dépendants, nous payons plus cher, et nous perdons une partie de notre richesse à cause de cette soumission.

Selon une étude du CIGREF (qui représente les grandes entreprises et administrations françaises dans le numérique), en 2025, plus de 82 % des 400 milliards dépensés en services cloud en Europe vont aux géants américains du secteur. En France, c'est aussi plus de 81 % des dépenses qui leur profitent, alors qu'on vante sans cesse notre French Tech. Le modèle des start-ups et des « licornes » ne fonctionne pas à l'échelle nationale ni européenne, sauf à être les « vaches à lait » des GAMAM. Les grandes entreprises abandonnent leur propre recherche pour dépendre de petites structures fragiles. Cela les rend encore plus dépendantes et moins puissantes à l'international. Pire encore, les profits générés partent souvent dans des paradis fiscaux européens comme l'Irlande ou le Luxembourg.

Prenons l'exemple de MISTRAL AI, une entreprise française prometteuse : combien de temps résistera-t-elle à la pression des géants américains ? La souveraineté économique et numérique n'est souvent qu'un mot. Beaucoup de ces jeunes entreprises, soutenues par l'État, finissent rachetées dès qu'elles deviennent intéressantes. Si nous avons un vrai fonds souverain français, il faudrait qu'il protège nos investissements ainsi fléchés et tracés par une gouvernance strictement nationale. Aujourd'hui, on finance surtout l'enrichissement d'une petite poignée d'entrepreneurs, tout en restant coincés dans la consommation de services numériques américains (hébergement, traitement des données, cybersécurité...).

La France a pourtant une longue tradition d'excellence en innovation, science, en mathématiques en particulier. Jusqu'il y a trente ans, cela nous a permis d'être indépendants sur le plan énergétique et technologique. Mais si nous n'agissons pas, nos spécificités culturelles, notre langue et notre modèle alternatif risquent de disparaître dans des intelligences artificielles standardisées et à domination anglo-saxonne. Le français pourrait pourtant devenir une langue mondiale majeure grâce à l'Afrique à l'orée de 2050. Il faut l'intégrer dans ces nouveaux outils pour offrir une alternative dissociée francophone. D'autres pays comme le Japon investissent massivement dans leur propre IA et développent leurs propres puces électroniques. Ils montrent que c'est possible. Nous, au contraire, glissons vers un modèle mondialiste et européen qui n'est pas le nôtre. Et parfois, nos concurrents sont même en Europe, à l'image des secteurs automobile ou de l'énergie. Nous sommes aussi naïfs en ce qui concerne nos données. Avec l'Open Data, nous donnons ainsi gratuitement, à notre insu ou même de plein gré, par accord candide, nos informations aux entreprises étrangères qui les exploitent... pour nous les revendre ensuite. Nos normes, comme le label français SecNumCloud, sont mises en concurrence avec celles de l'Europe, qui, elle, ne remet pas en cause la domination extraterritoriale américaine. Ces géants d'outre-Atlantique, eux, ignorent largement les règlements européens, sans être réellement inquiétés, sauf par des amendes anecdotiques à leur échelle de bénéfices.

Il est temps de réapprendre le patriotisme économique, le sens du combat industriel, et la défense de nos intérêts. Nos étudiants, chercheurs et entrepreneurs doivent être formés à cela. Il faut aussi appliquer une préférence nationale dans les achats publics et privés. Avec ses territoires et ses ressources, la France peut aussi miser sur ses propres richesses (comme les terres rares ou les combustibles) pour produire une énergie souveraine, propre, et faire tourner nos centres de données.

Enfin, la régulation de l'IA doit être équilibrée : laisser de la liberté là où c'est possible, mais aussi encadrer les usages critiques avec des règles éthiques et un contrôle humain. Ainsi, la FDA encense l'IA chinoise, en détection sur le cancer, meilleure en diagnostic que les médecins. Sans ce combat minimal et cette prise de conscience, c'est notre avenir de puissance économique et culturelle qui se jouera sous nos yeux avec cette révolution de l'IA.

GARANTIR UNE IA SOUVERAINE

- 1 Créer un Fonds Souverain IA doté de plusieurs milliards d'euros**, (dans l'esprit des fonds nationaux norvégiens), financé par l'État, la BPI et des investisseurs privés.
- 2 Déployer un cloud souverain ultra-sécurisé, indépendant des solutions étrangères** (Google, AWS, Microsoft Azure), sur chacune de ses composantes d'infrastructure et logiciels.
- 3 Recréer un écosystème de logiciels sous licences gratuites et maîtrises d'œuvre étatiques françaises** (du système d'exploitation, aux suites bureautiques en passant par les messageries et outils collaboratifs) et ce, d'abord pour nos administrations et le maximum de structures publiques et privées nationales.
- 4 Revoir la culture de l'Open source et de l'Open data de nos laboratoires et de l'État** qui, intégrant nos talents mathématiques et algorithmiques, représente une perte de propriété valorisable, monétisable, au profit d'acteurs étrangers sachant en tirer parti commercialement (données exposées, entre autres, par data.gouv.fr).
- 5 Encadrer strictement des transferts de données hors France** via des protocoles de chiffrement avancés à nos propres standards.
- 6 Créer un label "IA Made in France" pour les entreprises développant des solutions numériques sans dépendance critique aux GAMAM** et autres acteurs étrangers (hébergement, communication et surtout traitement complet de l'information).
- 7 Appliquer des grilles obligatoires dans les appels d'offres publics et privés intégrant des critères de souveraineté technologique et de protection des données** (au niveau d'exigence tel que notre SecNumCloud français ou de la certification HDS dans la santé).
- 8 Assurer une préférence nationale dans les marchés publics** : priorité aux entreprises labellisées françaises en IA, cloud, cybersécurité et robotique.
- 9 Imposer des clauses de réversibilité dans l'usage, contractuel ou pas, de services numériques étrangers**, garantissant la récupération immédiate et sans frais des données françaises stockées sur des serveurs non souverains.
- 10 Auditer et contrôler des structures d'investissements comme France 2030 ou la French Tech** pour insuffler un patriotisme économique et des garanties de ne pas financer des champions pour leur consommation de services digitaux étrangers et leur seule valorisation pour attirer les appétits des investisseurs non-français.



RENFORCER LA COMPÉTITIVITÉ DE L'IA FRANÇAISE

- 11 Soutenir massivement les startups IA françaises pour éviter leur démantèlement ou exil vers la Silicon Valley :**
 - Financement de la scalabilité de ces structures.
 - Création de centres de calcul à la hauteur de besoins de nos chercheurs et offreurs de services, d'infrastructures cloud souveraines et d'industries de puces quantiques, sujet sur lequel la France aurait toute sa place face aux GAMAM.
 - Protection contre les rachats étrangers hostiles par extension, entre autres, des prérogatives du Service de l'Information Stratégique et de la Sécurité Économiques (SISSE).
- 12 Aider à la relocalisation ou l'implantation industrielle des secteurs critiques** (semi-conducteurs, supercalculateurs, puces quantiques etc.) par le fonds national « Produire en France » (Voir projet « Produire en France »).
- 13 Autoriser une extraction « décomplexée » des terres rares et matières premières sur nos territoires, et dans nos fonds marins pour nos nouvelles industries électroniques,** de façon réglementaire et sans freins dogmatiques d'une écologie démagogique.
- 14 Rendre obligatoire une domiciliation fiscale en France des agences des géants du numérique** opérant sur notre territoire pour une facturation locale alors qu'il la massifie à l'échelle européenne et dans des pays favorables fiscalement.
- 15 Tirer parti du refroidissement des centres de données pour le chauffage urbain (des datacenters vers les Smart Cities)**

FORMER ET FIDÉLISER LES TALENTS

- 16 Créer un visa spécial "IA et Tech" pour attirer les talents étrangers** mais en garantissant une protection de nos avoirs et un retour économique sur l'écosystème français.
- 17 Assurer une formation obligatoire des enseignants à l'IA et intégration d'un cursus IA structuré dès le collège :**
 - Programmation et algorithmes, réhabilitation des mathématiques
 - Éthique de l'IA et biais algorithmiques.
 - Lien entre IA, sciences, économie et philosophie.
 - Sensibilisation et éducation sur la culture de l'espionnage industriel et du brevet.
- 18 Créer un pôle universitaire IA de référence,** visant à former les ingénieurs et chercheurs de demain.
- 19 Valoriser et protéger des institutions de recherche (CEA, INRIA, CNRS)** pour éviter le vol de savoir et leurs fragilisations par des intérêts étrangers y compris intra-européens.

RÉGULER L'IA POUR GARANTIR SON ÉTHIQUE

- 20 **Garantir de la traçabilité et une intégrité des données d'entraînement des IA** (par estampillage et recours, entre autres, à la chaîne de blocs/la blockchain).
- 21 **Auditer systématiquement les modèles d'IA pour prévenir les biais et filtrages algorithmiques.**
- 22 **Garantir que toutes les idées et tendances puissent être intégrées à l'IA sans contraintes politiques ou dogmatiques telles que le wokisme.** Les biais introduits par les fournisseurs de services peuvent créer des filtres nuisibles pour les citoyens, en particulier pour les jeunes et les moins avertis : ils doivent être interdits.
- 23 **Créer une Agence Nationale de l'Éthique et de la Sécurité des IA**, chargée de superviser ces réglementations. L'IA Act de l'Union européenne nous est imposé et nous devons retrouver notre voie, notre voix.
- 24 **Légiférer pour encadrer l'IA en tant que "Personne Numérique", définissant ses responsabilités et ses interactions avec des Personnes Physiques ou Morales.**

Cet amendement est crucial pour réguler l'autonomie et la prise de décision des systèmes autonomes, comme les drones, les robots et les logiciels décisionnels, afin de garantir des règles juridiques claires et applicables. Exemple : interdire les diagnostics médicaux non supervisés par un médecin français ou moratoire sur des décisions de justice sans arbitrage humain final ou de l'utilisation de données issues de l'IA, des objets connectés, pour des mécanismes types crédits sociaux et passés vaccinaux, sanitaires ou encore climatiques.
- 25 **Favoriser les produits d'IA dont le noyau est basé sur la langue française et l'information culturelle francophone.** Cela implique :
 - Favoriser la création de modèles linguistiques en français entraînés sur des corpus variés et représentatifs de la diversité francophone.
 - Assurer un soutien renforcé aux initiatives académiques et entrepreneuriales visant à développer une IA souveraine.
 - Emuler une coopération stratégique avec les pays francophones, notamment africains, pour enrichir les sources de données et favoriser une synergie de développement alternative au tout asiatique ou américain.

RETROUVEZ NOS AUTRES PROPOSITIONS !



www.debout-la-france.fr